

POLITIQUE

Halte au populisme : les élections législatives aux Pays-Bas

À l'issue des élections législatives du 15 mars 2017 aux Pays-Bas, le parti libéral VVD de l'actuel Premier ministre Mark Rutte est resté le parti le plus important. Le PVV du populiste de droite Geert Wilders a certes gagné près d'un quart de sièges en plus mais n'est pas devenu le plus grand parti. Il est dès lors à peu près certain que le parti anti-islam de Wilders ne figurera pas dans un nouveau gouvernement. Fort de ce résultat, le Premier ministre Rutte a déclaré que l'électeur venait de mettre le holà au populisme aux Pays-Bas. Sous la législature précédente, Rutte avait formé une coalition avec les sociaux-démocrates du PvdA. Au lendemain des élections précédentes en 2013, quelques semaines à peine avaient suffi pour mettre sur pied ce gouvernement¹, fait plutôt rare au cours des dernières décennies aux Pays-Bas. De plus, il a tenu jusqu'au bout de la législature. L'économie s'est redressée petit à petit, mais les partis gouvernementaux n'ont pas su tirer profit de cette donnée au cours de la campagne électorale de cette année. Le VVD du Premier ministre Rutte demeure certes le parti le plus important aux Pays-Bas, mais il a perdu 8 de ses 41 sièges. Le Parlement compte 150 sièges au total. L'autre parti de la coalition, le PvdA, a même perdu 29 sièges et en compte encore 9. Les sociaux-démocrates paient ce prix parce qu'après le précédent scrutin ils avaient accepté d'embler de constituer un gouvernement avec les libéraux. Sur le plan du contenu, ce n'était pas un choix logique. On en a vu le contrecoup quatre ans après. Le scrutin aux Pays-Bas a suscité un très grand intérêt de la part des médias étrangers. Plus de dix millions de Néerlandais se sont rendus aux urnes, et ils étaient les premiers

d'une série de pays européens. Aux Pays-Bas a déjà succédé la France, et ce sera le tour de l'Allemagne à l'automne 2017. Après le vote en faveur de Donald Trump aux États-Unis et, précédemment, le vote par lequel le Royaume-Uni avait fait connaître son désir de quitter l'Union européenne, les populistes néerlandais du PVV ont certainement dû se délecter de toute l'attention qui leur a été consacrée. Le chef de file du PVV Geert Wilders était omniprésent dans les médias étrangers, bien qu'ayant à peine mené campagne aux Pays-Bas. Il a brillé par son absence à presque tous les débats auxquels il était invité, et il n'y a guère eu de meetings de campagne comme il se doit. Une fois seulement il s'est hasardé à rechercher le contact avec des électeurs potentiels, et il était entouré de nombre d'agents de sécurité et de beaucoup de représentants de la presse. Son programme se résumait en une seule feuille A4: les Pays-Bas devaient quitter l'Union européenne; plus aucun demandeur d'asile ne devait entrer dans le pays; les musulmans radicaux devaient être enfermés à titre préventif; les criminels ayant la double nationalité devaient être expulsés; le Coran devait être interdit; les écoles islamiques ainsi que toutes les mosquées devaient être fermées. De la fin de 2010 au début de 2012, le PVV avait apporté son soutien au premier gouvernement de Mark Rutte. Les libéraux gouvernaient alors avec les démocrates-chrétiens². Le cabinet ne disposait pas d'une majorité au Parlement et le PVV avait promis de lui apporter son *gedoogsteun*, soutien de tolérance. Cela signifie que le parti ne siégeait pas au gouvernement et n'y comptait ni ministres ni secrétaires d'État mais qu'il soutenait le cabinet. Cet état de choses ne fit pas long feu et se termina assez rapidement. Cet épisode a encore marqué la période préélectorale de cette année-ci. En fait, tous les partis excluaient la perspective de gouverner avec le PVV. Si le PVV était effectivement devenu le premier parti en importance, il se serait avéré difficile de maintenir une telle position. Dans ce cas, c'est en effet ce parti-là qui aurait été le principal interlocuteur pour ce qui est de la

formation d'un nouveau cabinet. Voilà pourquoi le Premier ministre Rutte a pu déclarer qu'il avait enrayé le populisme aux Pays-Bas. Le PVV avait certes progressé mais il n'était pas devenu LE parti dominant. Rutte ne doit dès lors pas tenir compte du parti de Geert Wilders pour constituer un nouveau cabinet. Par ailleurs, outre le PVV de Wilders, deux autres partis que l'on qualifie de populistes ont fait leur entrée à la «Deuxième Chambre». Le *Forum voor Democratie*, un nouveau parti populiste de droite, a obtenu 2 sièges. *Denk*, un mouvement de parlementaires islamiques qui, à l'instar du PVV, s'insurgent contre l'establishment, l'élite et la presse, en compte 3. Jusqu'ici, il a été question de 5 partis dans cet article. En fin de compte, 13 partis se voient représentés au Parlement. Cela varie d'un *Partij voor de Dieren* (Parti pour les animaux, 5 sièges) à un parti conservateur-religieux prônant un régime théocratique (3 sièges). De libéraux à des libéraux de gauche, de socialistes du *Socialistische Partij* (SP) à des sociaux-démocrates. D'un parti qui défend les intérêts des 50-plus aux écologistes de *Groen Links*. Ce dernier parti se détache du lot puisqu'il a presque quadruplé son nombre de sièges: 14. La constitution d'un gouvernement est tout sauf une sinécure. Il est très probable que Mark Rutte sera de nouveau Premier ministre, mais, bien que libéraux, démocrates-chrétiens et libéraux de gauche semblent destinés à s'entendre, le scrutin ne comporte aucune indication claire quant à savoir quels partis parviendront à se mettre d'accord sur un programme de gouvernement soutenu par la majorité du Parlement. Le PvdA est mis hors jeu en raison de son mauvais score électoral. Le PVV de Wilders est lui aussi exclu en raison de ses prises de position. Pour le reste, presque tout semble possible.

Joris van de Kerkhof
(Tr. W. Devos)

Rédigé le 15 mai 2017.

1 Voir *Septentrion*, XLI, n° 4, 2012, pp. 85-87.

2 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 4, 2010, pp. 82-83.